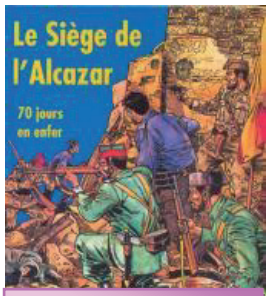
# La lettre des Amitiés Franco-Espagnoles

**Bulletin du Cercle Franco-Hispanique** **Numéro 123 – Automne 2026**




**Nouvelle édition**

27 septembre 1936 – 27 septembre 2026
90 ans

Pour commémorer les quatre-vingt dix ans de la libération de l'Alcazar de Tolède, le *Cercle Franco-Hispanique*, a décidé de rééditer la bande dessinée avait été réalisée en 2006, en version française.

❋❋❋

**Notre dossier :**



**La *Bandera Juana de Arco***

**Correspondants/ Rédacteurs :** Michel Festivi, Catherine Réverte, l'amicale collaboration de Françoise et Jean-Luc Vacherat et Philippe Conrad pour la relecture de notre dossier.

Trimestriel – IPNS
**CERCLE FRANCO-HISPANIQUE**
**Directeur : H. Grimaldi**
Fondé le 20 novembre 1984
Cercle Franco-Hispanique
BP 17-24 Théâtre
08000 - Charleville-Mézières
cfh.grimaldi@free.fr

**Chers Amis,**

Avec la diffusion de ce numéro 123 de la *Lettre des Amitiés franco-espagnoles*, prend fin la parution trimestrielle de notre bulletin de liaison. Liaison tenue fidèlement depuis plus de quarante ans.
Mais force est de constater que la formule trimestrielle de notre parution n'est plus pertinente aujourd'hui.
Nous n'abandons pas pour autant notre quête constante de la Vérité et du combat.
Nous avons confiance car nous savons que la divulgation de nos idées se perpétuera malgré la répression.
Nous continuerons donc cette lutte aux côtés de nos amis, d'une autre façon et avec d'autres moyens. Car « *Il importe plus que jamais d'être militant de la vie contre la survie, de la liberté stellaire contre la servitude volontaire, de la marche face au vent, surtout lorsqu'il sent mauvais* » comme l'a écrit **Mickaël Savigny** dans l'éditorial de *Lectures Françaises* du mois de mai 2026.

Nous restons et resterons toujours fidèles à la pensée **d'Olivier Grimaldi** qui faisait sienne la citation de **Jose Antonio Primo de Rivera** : « *Notre place est dehors, notre place est à l'air libre, sous la nuit claire, l'arme au bras, tandis qu'au ciel scintillent les étoiles. Que les autres poursuivent leurs festins. Nous autres, au dehors, dans une garde tendue, fervente et sûre, nous sentons déjà l'aube, dans l'allégresse de nos cœurs.* »

**Hélène Grimaldi**

## EN ESPAGNE

### Régularisation de 500 à 800 000 clandestins voir plus

Malgré les manifestations nombreuses et massives contre le projet prévoyant la régularisation colossale des sans papiers en Espagne (pourtant désapprouvée en mars dernier par le Congrès des députés espagnols), **Pedro Sanchez** vient de faire officialiser cette loi de manière express, par décret royal afin d'éviter la case parlementaire.



800 000 clandestins (certains parlent de un million) ont donc été régularisés fin juin. Ils pourront ainsi bénéficier de l'obtention d'un permis de séjour et de travail, l'accession à la sécurité sociale et au système de santé et jouir de tous leurs droits. « *Nous avons conçu un plan opérationnel qui est à la hauteur du défi* », a expliqué la ministre de l'Inclusion, de la Sécurité sociale et des Migrations, **Elma Saiz**. Comme l'a écrit notre ami **Michel Festvivi** « *Pour faire passer sa mesure, le gouvernement socialiste espagnol parle de raisons à la fois économiques et démographiques, dans un contexte de vieillissement de la population et de besoin de main-d'œuvre dans des secteurs clés tels que l'agriculture, l'hôtellerie-restauration et les soins. C'est le même refrain lénifiant que l'on entend en France. Chez ces politiciens au pouvoir, l'idée de favoriser la natalité de leur pays ne leur passe même pas par la tête, ni la mesure de baisser les charges salariales pour mieux payer les salariés européens, les patrons allant ainsi chercher une main d'œuvre bon marché parmi les clandestins. Les clandestins vivant en Espagne ont un boulevard devant eux pour être régularisés : ils devront juste prouver qu'ils ont séjourné en Espagne pendant au moins cinq mois sans interruption avant le 1er janvier 2026, qu'ils n'ont pas de casier judiciaire et qu'ils peuvent démontrer qu'ils ont des liens avec le pays, qu'il s'agisse de liens professionnels, familiaux ou sociaux. Des preuves qui seront fort faciles à obtenir sur les réseaux parallèles de trafic d'êtres humains…* ». Par ailleurs, les résultats des dernières élections régionales traduisent un réel désaveu de cette politique immigrationniste. Malgré tout, Pedro Sanchez utilise cette stratégie pour profiter de ces nouvelles voix bien sûr mais surtout pour accentuer les désaccords entre le *PP* et *Vox* qui n'ont pas la même vision sur le sujet. « Diviser pour mieux régner » : on connaît la chanson.

En réalité, le *PP* ne va pas développer le programme de *Vox*, et *Vox* aura du mal à mettre en pratique son idée, même au niveau tactique tant qu'il continuera d'utiliser le *PP* comme outil procédural.




Les politiques de gauche, appliquées avec ténacité en Espagne depuis quarante-cinq ans, ne vont pas s'inverser par la voie des coalitions. L'un comme l'autre de ces partis coïncident aujourd'hui pour l'essentiel avec le même schéma idéologique des oligarchies mondialistes. Moralité : non seulement le *PP* ne va pas reculer mais il restera le parti du mondialisme, de la précarisation, du remplacement culturel avec en plus la dictature verte. Le parti de **Santiago Abascal** ne se distinguera que s'il reste *Vox* et non la roue de secours des votes qui manquent au *PP*.

### Submersion marocaine à Ceuta

Après la régularisation de milliers de clandestins, l'enclave espagnole de Ceuta située au Maroc, a été submergée en août dernier, par 60 à 70 000 migrants qui, pour la plupart sont arrivés à la nage. (Ceuta est située à environ 15 km du détroit de Gibraltar)



En effet, l'arrêt de la Cour suprême espagnole du 9 juillet dernier aurait affirmé : « *une personne qui franchit à la nage la frontière de Tarajal, ne franchit pas une mesure de contrôle frontalier* », et ne serait ainsi par « refoulable ». Bien évidemment, l'information s'est répandue comme une traînée de poudre sur les réseaux sociaux.

Nous sommes d'accord avec l'analyse de **Michel Festivi** qui, explique fort bien dans un de ses articles que cette submersion en provenance du Maroc est le fruit de la visite en Algérie de **Pedro Sanchez** le 20 juillet dernier. Cette visite en Algérie, l'ennemi juré du Maroc, avait notamment pour objet d'y signer des accords gaziers. D'autre part le 23 juillet, à l'initiative de *Sumar*, les Communistes associés à Sanchez, ont fait voter une loi en première lecture, accordant la nationalité espagnole à 80 000 Sahraouis, nés au Sahara occidental, province espagnole jusqu'au 29 septembre 1977. Cette loi concernerait aussi les enfants de ces derniers. Cette disposition aurait provoqué la colère des autorités marocaines. (NDR : Ceuta et Melilla revendiquées par le Maroc, sont depuis longtemps un point de tension dans les relations diplomatiques entre Madrid et Rabat). On sait que *Sumar* milite pour l'indépendance de cette zone, qui rentrerait ainsi dans le giron d'Alger, ce qui est un casus belli pour le Maroc. Or ces deux enclaves bénéficient d'un statut comparable à celui d'autres régions autonomes comme le Pays basque et la Catalogne. Elles font bien partie de l'Union européenne et de l'espace Schengen mais elles bénéficient de règles spécifiques. L'entrée dans les villes autonomes ne concède pas automatiquement l'accès au territoire continental européen. Les personnes qui quittent Ceuta ou Melilla pour l'Espagne continentale ou pour un autre pays de l'Union européenne sont soumises à plusieurs contrôles. C'est pour cela que l'Italie (soutenue par la Finlande et le Danemark) qui a demandé la suspension temporaire des règles de l'espace Schengen vis-à-vis de l'Espagne met le doigt dans un engrenage dangereux pour l'unité de l'Espagne. Du reste, la Cour suprême espagnole a jugé que les migrants interceptés en mer alors qu'ils tentaient de rejoindre Ceuta ou Melilla ne pouvaient pas être renvoyés immédiatement en vertu d'un régime spécial applicable dans ces enclaves.



L'espace Schengen

En Espagne, certains voient la main de **Donald Trump** dans cette affaire qui tombe à point nommé pour tous les dirigeants en inimitié avec Pedro Sanchez. En effet, le Premier ministre espagnol reste l'un des derniers chefs de gouvernement de gauche en Europe, à garder ses prises de position contre le réarmement des pays membres de l'OTAN et à refuser d'ouvrir l'espace aérien de son pays aux avions américains.




Trump a annoncé le 8 juillet dernier qu'il allait « cesser tout échange commercial » avec l'Espagne.

L'avis de **Santiago Abascal** président de *Vox,* est que Pedro Sanchez a orchestré cette « invasion » pour rester au pouvoir. Ce qui n'est pas insipide au regard des nombreuses et importantes manifestations qui ont eu lieu à Madrid appelant à la démission de Pedro Sánchez et à l'organisation rapide d'élections.
Comme l'a écrit Michel Festivi, « *pendant ce temps, les affaires politico-financières continuent, et les très graves troubles de Ceuta, n'empêchent pas de*

*nouvelles révélations sur l'affaire* ***Zapatero****, l'ancien premier ministre socialiste espagnol et ancien dirigeant du* PSOE. *La bonne presse espagnole (El Debate notamment), nous apprend que l'Unité de lutte contre la criminalité financière et économique, l'*UDEF *selon l'acronyme espagnol, aurait localisé 1,2 million d'euros supplémentaires dans le cadre du dossier* Plus Ultra*, du nom de cette compagnie aérienne, fonds qui auraient été transmis, via diverses sociétés écrans, soit à Zapatero, et à des prête-noms, soit à la société des deux filles de Zapatero, la société Whathefav. (…) Au total, avec les précédentes révélations, ce seraient plus de trois millions d'euros, sans compter les bijoux découverts dans un coffre, qui auraient pu transiter par 60 comptes bancaires, ayant 20 titulaires, des sociétés et des personnes physiques, dont Zapatero, son épouse* ***Sonsoles****, et leurs deux filles.*



Zapatero et son épouse

*Rappelons qu'il s'agit d'argent public, puisque l'État socialiste espagnol avait accordé une subvention de 53 millions d'euros à cette compagnie aérienne, lors de la pandémie, alors qu'elle était très endettée, et qu'elle n'avait des relations aériennes qu'avec le Venezuela et d'autres rares contrées d'Amérique du Sud. L'enquête concerne également* ***Julito Martínez****, l'ami et homme de paille de Zapatero ; un cadre du* PSOE *reconverti dans le privé,* ***Javier de Paz*** *; ainsi que la secrétaire de toujours de Zapatero,* ***Gertrudes Alcázar****, qui aurait acheté un appartement au comptant, tout comme le couple Zapatero qui aurait remboursé un prêt de 500 000 euros par anticipation. C'est en tout cas ce que révèle la presse espagnole.*
*Dernière information,* ***Madame Begoña Gómez****, l'épouse du Premier ministre, vient de débarquer son avocat,* ***Antonio Camacho****, ancien ministre socialiste de l'Intérieur, par une pointure de pénaliste, l'avocat* ***Jaime Campaner****.*



Begoña Gómez et son époux

*Cette décision a été prise pour faire face à son futur procès avec jury, et face à l'intensification des procédures la concernant. D'autant que les parties civiles, comme le veut la loi espagnole, ont d'ores et déjà fait valoir leurs réclamations pénales et pécuniaires* ».

## Á propos de Ceuta



« Nous avons suivi au fil des semaines les mensonges grossiers du gouvernement socialiste espagnol, avec la complicité des grands médias, au sujet de Ceuta. Non, l'invasion migratoire de cette enclave espagnole sur la côte d'Afrique du Nord n'a pas cessé. Si des dizaines de milliers d'immigrés clandestins sont en effet rentrés au Maroc après quelques jours, 10 à 20 000, ce qui est énorme pour une petite ville sise sur une enclave d'étendue restreinte, sont restés, et les flux d'entrée n'ont d'ailleurs pas cessé. (…)
Un véritable bidonville est en cours de construction sur les plages de Ceuta, avec des tentes, souvent offertes par la Croix-Rouge* et d'autres associations humanitaires complices, remplacées progressivement par des cabanes, construites avec du bois, des cartons, et des matériaux divers directement volés sur les chantiers de Ceuta.



Apparaît ainsi un nouveau quartier, avec ses habitations, ses magasins, ses mosquées, le tout échappant totalement dans les faits à l'État espagnol. Tous espèrent, cette situation rendant la vie impossible aux habitants de Ceuta, qu'ils seront transférés en masse sur le continent européen, via des bateaux affrétés par le gouvernement socialiste espagnol. Il n'est vraiment pas exclu qu'ils obtiennent gain de cause. (…) Le gouvernement Sanchez estime les bénéficiaires potentiels de la loi à 280 000 ; ce pourrait être plus d'un million ! Quel signal politique catastrophique pour l'Espagne et l'Europe ! Il ne ferait que les affaires du Maroc, favorable au départ définitif d'une population rétive à son autorité. On frémit en songeant à l'idée que **Mélenchon,** voire **Macron**, sur ce modèle, seraient capables de donner la nationalité française, à la demande, à tous les peuples colonisés à un moment ou à un autre par la France ! »
S de S (paru dans Rivarol)

***** (NDLR) Après plusieurs journées marquées par des manifestations et des incidents liés à la crise migratoire, des dizaines d'habitants ont tenté, le 27 août, de bloquer le passage de véhicules de la Croix-Rouge qui se rendaient sur place pour porter assistance aux migrants.

## Persiste et signe

Malgré la multiplication des scandales de corruption qui touchent son parti socialiste au pouvoir, ses principaux alliés et des personnalités proches de son entourage politique, malgré les appels de plus en plus pressants en faveur d'élections anticipées, malgré les tensions croissantes au sein même de son propre parti, **Pedro Sanchez** s'est engagé une fois de plus, le 31 mai dernier, à rester en fonction jusqu'aux élections législatives de 2027.



Pedro sanchez annonce qu'il ne démissionnera pas.

**Emiliano García-Page**, président socialiste de Castille-La Manche l'a exhorté à organiser un vote de confiance ou à convoquer des élections anticipées. Même certaines personnes des partis régionalistes et séparatistes qui étaient jusque là pour son maintien au pouvoir perdent aujourd'hui patience. « *Compte tenu de la situation, nous estimons que le mandat est arrivé à son terme*», a déclaré **Aitor Esteban**, chef du *Parti nationaliste basque (PNV)*, allié clé de la coalition avec le *PSOE*. Le parti séparatiste catalan *Junts* a également appelé à des élections anticipées.

***Dernière minute***

Malgré la demande d'un syndicat de policiers de bloquer le déplacement des migrants vers les tentes installées temporairement sur le port par le gouvernement espagnol, le transfert a démarré le 18 septembre dernier. Les migrants qui se trouvaient sur les plages de Ceuta ont donc été transférés vers des tentes installées dans le port de cette enclave espagnole.

## Visite du Pape en Espagne




Á l'occasion du voyage du Pape en Espagne du 6 au 12 juin 2026 (la précédente datant de celle de **Benoit XVI** en 2022), un formulaire d'inscription numérique aux différents rendez-vous était proposé. Ce questionnaire était destiné aux « missionnaires

numériques », c'est-à-dire aux catholiques qui utilisent les réseaux sociaux et autres outils internet pour l'évangélisation. Parmi les informations personnelles demandées à ces « missionnaires numériques » figurait une question sur le « genre » qui nécessitait donc de choisir entre « homme », « femme » ou « autre ». Cette dernière option étant accompagnée du symbole ⚥, qui mélange les symboles masculin et féminin et sert d'identification aux transgenres. Cette brève question soulève tout de même une interrogation : pourquoi cette idéologie est-elle présente dans un formulaire de l'Église ? Contrairement à ce que certains pensent ou espèrent, le **pape Léon XIV** reste fidèle à son prédécesseur (qui avait reçu des prostitués transgenres) en affirmant que les enjeux moraux de justice et de liberté sont bien plus importants que ceux de la sexualité.




Par ailleurs, on vient d'apprendre que par un décret publié le 28 mai, le Pape a autorisé le Saint-Siège à déléguer à l'évêque diocésain la possibilité de renvoyer certains supérieurs de monastères en cas de crise. Voilà qui va bien arranger les autorités qui veulent chasser les moines de la basilique de la Vallée de Los Caïdos !

## L'étau se resserre autour de l'épouse du Premier ministre

**Begoña Gomez** vient d'être officiellement inculpée de trafic d'influence et de corruption, alors qu'elle a toujours contesté toute implication et qu'elle refusait de répondre au juge, usant de son droit à se taire. Depuis 2024, le juge **Juan Carlos Peinado** instruit ce dossier avec un rare courage, alors qu'il est attaqué en permanence par les seconds couteaux de **Pedro Sanchez**, qui n'ont que faire de l'indépendance des pouvoirs.


Begoña Gomez

Ces corruptions et trafics d'influence, seraient en lien avec des activités privées de l'épouse du chef de gouvernement. La plainte initiale avait été déposée par un groupement « Manos limpias » (mains propres), qualifié par les Socialistes espagnols de « fasciste » bien entendu ! En résumé, on reproche à la première Dame du Gouvernement, d'avoir profité de son statut privilégié pour favoriser certains partenaires, notamment dans l'attribution de contrats publics, qui étaient proches de ses activités universitaires.

Il y a un peu plus d'un an, Pedro Sanchez avait envisagé de démissionner avant de se raviser. Car ce dossier s'inscrit dans un climat délétère qui touche le *PSOE* et son chef, puisqu'en Espagne, le Premier ministre peut rester président de parti. Outre le frère de Pedro Sanchez, d'autres Socialistes très importants, sont actuellement dans le collimateur de la justice. Bien sûr, le gouvernement fait bloc derrière son patron et sa ligne de conduite est toujours la même : il s'agit de magistrats opposés aux Socialistes qui sont instrumentalisés, d'un complot de l'ultra-droite, il n'y a rien dans le dossier, etc.

Mais une autre affaire, bien plus considérable se joue actuellement devant la Cour suprême espagnole. **José Luis Abalos**, ancien ministre des Transports et l'un des plus fidèles lieutenants de Pedro Sanchez, comparaît pour corruption, détournements de fonds publics et appartenance à une organisation criminelle. La « Fiscalia » espagnole (le parquet) réclame une peine de 24 ans de prison. **Jose Luis Abalos** et d'autres, auraient touché des pots de vin, suite à des marchés publics, des livraisons de masques et matériels médicaux, pendant la crise sanitaire. Or, Abalos avait joué un rôle déterminant dans l'arrivée au pouvoir de **Pedro Sanchez** en décembre 2018, en réussissant à tisser des alliances hétéroclites pour détrôner le *Parti populaire.* Car on ne le répétera jamais assez, le

*PSOE* est minoritaire au Congrès des députés, et n'arrive qu'en seconde position derrière le *PP*.
Ces affaires interviennent au plus mauvais moment pour le *PSOE*. Il vient de perdre trois élections régionales en Estrémadure, en Aragon et en Castille et Leon. L'Andalousie étant l'une des premières et plus dynamiques régions d'Espagne. Sanchez, comme l'indique un commentateur est « *sous perfusion* ». Il n'a plus de majorité, il est obligé de passer par un décret royal, détournant le vote des Cortès, pour régulariser 500 000 immigrés sans papier. Cette politique laxiste, se fait à rebours des principales politiques migratoires européennes. Il y a quelques semaines, les Cortès avaient voté une motion de défiance non contraignante sur ces régularisations. Beaucoup de pays européens s'inquiètent de cet appel d'air, car les migrants peuvent parfaitement, une fois régularisés, se rendre dans n'importe quel pays, et notamment le premier géographiquement parlant, la France. N'oublions pas que l'Espagne, est l'une des principales portes d'entrée de l'immigration en Europe, avec l'Italie et la Grèce, notamment par son archipel des Canaries, déjà submergé.

Michel Festivi

Paru dans « le Nouveau Présent »
*Chèques à l'ordre de « ASPA », à adresser à:*
*Association ASPA*
*6, rue d'Estienne d'Orves*
*Boîte n° 5*
*92120 Montrouge*

## La valse des élections régionales

Les résultats des élections régionales en Andalousie le 17 mai dernier confirme la pantomime du système politique actuel. En Estrémadure, les élections de décembre 2025 ont permis à *Vox* d'avoir 6 députés de plus. En février dernier, les Aragonais ont donné leur confiance à *Vox* leur permettant ainsi de disposer de 14 députés, alors qu'il n'en possédait que 7. En Castille et Léon, *Vox* avait également amélioré ses résultats en mars en ayant 1 député de plus, (soit 14 au lieu de 13 en 2022). En Andalousie, après avoir été gouvernée par les Socialistes pendant près de 40 ans c'est-à-dire jusqu'en 2019, cette région a permis au *PP* qui a perdu sa majorité absolue d'arriver néanmoins largement en tête avec 53 sièges. Mais il dépendra néanmoins du soutien de *Vox* pour gouverner. Avec un élu de plus passant de 14 à 15, les progrès de *Vox* restent timides dans cette région. M.F.

## Á visage découvert !

Le gouvernement valencien vient de prendre une nouvelle disposition, dans le cadre de sa loi budgétaire 2026. En sus de l'élargissement du rôle des inspecteurs d'éducation, pour assurer la neutralité scolaire et celle des programmes, la liste des infractions considérées comme graves a été complétée. Il sera désormais interdit de ne pas respecter l'obligation suivante : le visage des élèves devra être systématiquement découvert. Se couvrir partiellement le visage pourra être sanctionné. Cette règle rejoint celle applicable dans les transports publics, à savoir « garder le visage largement découvert » pour permettre « une identification visuelle continue ». Cela vaut également pour l'accès aux bâtiments publics et aux centres de santé, qui sont la base du système médical espagnol.
Les sanctions seront graduelles, en fonction des circonstances et de l'éventuelle réitération des faits. Cela pourra aller de la réalisation de travaux scolaires en dehors des heures de cours, la suspension d'un cours ou d'une matière, l'exclusion de 15 à 30 jours, voire le changement obligatoire d'établissement, avec toutes les conséquences que cela peut entraîner, éloignement des familles, difficultés d'accès par les transports publics ou privés, etc. Des enseignants valenciens qui avaient été en pointe pour soutenir et organiser une grève illimitée, viennent d'être condamnés (pour 11 d'entre eux) et deux syndicats, à une amende globale de 8 000 euros. La levée de bouclier est imminente avec la rentrée scolaire qui se profile. Espérons que la nouvelle majorité de la Communauté de Valence tienne bon, et maintienne le cap, qui va incontestablement dans la bonne direction. M. F.

## Á propos de la Vallée de Los caïdos ?



Trahison ? Le mot désigne le pacte conclu par le Secrétaire d'État, le cardinal **Pietro Parolin**, et le ministre de la Présidence, **Felix Bolaños**, qui se sont réunis au Vatican le 25 février dernier pour redéfinir la nature du Valle de las Caídos et éjecter le prieur de la communauté bénédictine, le **P. Santiago Cantera,** qui se dressait avec vigueur contre les changements recherchés par le gouvernement laïciste espagnol. L'accord a été signé quelques jours plus tard avec la participation du jeune cardinal **José Cobo,** élevé à cette dignité peu après avoir été fait archevêque de Madrid par le **pape François** en 2023 : il prévoit le maintien de l'autel et du culte dans la grande église du sanctuaire, mais celle-ci sera en grande partie changée en musée, avec une décoration nouvelle pour laquelle un concours international doit être organisé. Le quotidien *La Razón* assure donc désormais que les moines bénédictins eux-mêmes acceptent la chose, se sentant « sauvés ». *Infovaticana* réplique : « *Des sources proches de l'abbaye – et très bien informées – démentent catégoriquement que les moines aient accepté l'accord conclu par le Vatican avec le gouvernement socialiste de Pedro Sánchez. "Les moines ne sont pas d'accord. Ils acceptent et respectent la situation actuelle parce qu'ils n'ont pas le choix, mais ils ne sont pas d'accord avec cela"*, affirme cette source bien informée sur la façon dont toute cette affaire s'est développée. » Cette source ajoute que les moines jugent l'article mensonger, destiné à les « manipuler ». Et si les religieux « *essaient d'encourager les gens à prendre les choses avec calme… cela est une chose : une autre est d'être d'accord, car on ne les a en rien pris en compte* », cite encore Infovaticana. Le blog d'informations catholiques ajoute que le principal responsable de la situation actuelle n'est pas le cardinal Cobo, selon la source consultée, mais le cardinal Parolin : « Le secrétaire d'État du Vatican est plus coupable que Cobo. Celui-ci a un peu mis un frein à Rome, étant conscient de beaucoup de choses. » Parolin aurait d'abord envisagé la possibilité de désacraliser purement et simplement la basilique du Valle de los Caídos ; le maintien du culte serait donc le fruit de l'action du cardinal Cobo. Le P. Santiago Cantera a quant à lui bien été remplacé par le **P. Alfredo Maroto** dont la nomination comme nouveau prieur a été ratifiée sur place par le Père Abbé de Solesmes, **Geoffroy Kemlin**, puisque les bénédictins du Valle sont rattachés à l'abbaye française. « *Nous ne devons pas nous étonner de la montée de cette haine d'origine diabolique (que ses exécutants humains en soient conscients ou non), car, dans la compréhension théologique de l'histoire, comme l'a dit le pape-moine saint Grégoire VII, "plus les temps avancent, plus [le démon] s'efforce d'éteindre la religion chrétienne".* »

**Jeanne Smits**

## 25 février 2026 : Antonio Tejero monte désormais la garde sous les étoiles !

**Antonio Tejero Molina**, né le 30 avril 1932 à Alhaurín el Grande (Málaga), lieutenant-colonel de la Garde civile espagnole qu'il intégra en 1951, est décédé le 25 février 2026, à l'âge de 93 ans. Il avait reçu l'extrême-onction il y a quelques mois pendant son hospitalisation à Carcaixent (Valence), qui lui avait été administrée par son propre fils, le prêtre **Ramón Tejero Díaz**, avant de regagner son domicile familial. Il était ce partisan du **général Franco** qui planifia le 23 février 1981 une tentative de coup d'État, connue sous le nom de **« 23-F »**, pour rétablir l'ordre traditionnel, dans une Espagne déjà ravagée par le nouveau régime démocratique, en vigueur depuis 1975. Avec un groupe de Gardes Civils, il donna l'assaut au Congrès des députés, chambre basse des Cortes, filmé par la télévision espagnole. Les Gardes civils ouvrirent le feu à l'arme automatique vers les plafonds de la salle des séances. *« ¡ Todos al suelo, coño ! »* Aussitôt, l'intégralité des députés et ministres se couchèrent dans les travées !



À la suite de ce coup de force, Antonio Tejero fut condamné à 30 ans de prison en 1982 par les nouveaux tenants du système oligarchique anti-national. Il sera remis en liberté conditionnelle en 1996 et vécu entre Madrid et Malaga, sa province natale. (…) En 2023, dans une entrevue à un journal espagnol, Antonio Tejero expliqua que selon lui le roi d'alors, **Juan Carlos**, était non seulement au courant de ce coup de force et, qu'en plus, il comptait bien en profiter…

L'Histoire officielle dit que c'est Juan Carlos qui a appelé une à une toutes les capitaineries générales du pays – les régions militaires – pour leur intimer l'ordre de rester dans leurs casernes. Mais **Javier**

# Ils étaient là !

## Les Français au service d'une croisade contre le bolchévisme



« *Combien seront-ils plus tard, après la tourmente, de voyageurs de tous pays qui viendront visiter ces hauts lieux, témoins de tant de patience et de tant de gloire ? Je voudrais seulement qu'ils se souviennent qu'en ces mêmes hauts lieux, des Français ont souffert et sont morts pour une cause juste qui seule était digne de notre Patrie. À quoi bon nommer ceux qui dorment leur dernier sommeil en terre espagnole, à l'ombre d'une humble croix, que ce soit à Teruel, à Lerida ou sur les bords de l'Ebre ? Il suffit qu'on connaisse leur sacrifice, afin que ceux qui viendront méditer puissent dire : Ici fut remportée au prix du sang une grande victoire de la civilisation, et malgré tout, comme toujours au cours des siècles, la France, elle aussi, était là.* »

Maurice Barbarin

## 1936 – 2026 : 90 ans !

Pour que l'Histoire ne soit pas oubliée, encore faut-il la connaître. Même si ce que l'on sait de l'arrivée des Volontaires français en Espagne est peu connu du grand public et difficile à trouver, il nous est apparu nécessaire de rappeler la geste héroïque de ces combattants français. Elle est notre honneur et participe un peu de cette Gloire dédiée à Dieu. Nous, les Français n'étions pas les seuls à suivre de très près cette bataille contre la bête immonde incarnée dans le bolchévisme. Ils furent nombreux et de plusieurs nationalités. C'est pourquoi l'importance de replacer de façon modeste dans le contexte historique et politique les intrusions étrangères dans la guerre civile espagnole est nécessaire. Elle aborde la justification de la présence d'Étrangers de quelque bord qu'ils soient sur le sol espagnol durant cette guerre.
Ces engagements sont d'autant plus délicats à raconter qu'ils se sont situés dans un contexte de pré guerre internationale.

Les faits relatifs à la *Bandera Jeanne d'Arc (Bandera Juana de Arco)* , nom donné à une partie du soutien français du côté des Nationalistes, sont mal connus parce qu'ils sont gardés dans des archives militaires difficile d'accès et qu'en réalité la participation des Français aux côtés des Nationalistes espagnols s'est réalisée pour la plupart d'entre eux de façon indépendante.
La part littéraire faite aux engagés volontaires du côté des *Brigades internationales* est plutôt belle. Dans ce monde où nous nous situons du côté des vaincus, la vérité n'a pas de place. Tous les écrivains et/ou historiens de gauche relatent les actes héroïques de ces militants courageux pour certains mais non respectables la plupart du temps notamment du fait de leurs comportements haineux et injustes.
Mais si les preuves ont été substituées du côté des Nationalistes français, il nous reste encore des témoignages.

Nous avons donc souhaité dans la continuité du **Commandant Delmas** « *ressusciter de l'oubli, les Français authentiques qui ont servi noblement une cause qui était la leur* » .
Ils ont combattu contre le communisme et pour le rétablissement d'une civilisation chrétienne. Ils ont espéré trouver dans ce combat un modèle de contre révolution au service de Dieu.

## La France en1936

### Le 6 février 1934

Pour protester contre le limogeage du préfet de police **Jean Chiappe** et à la suite de l'affaire **Stavisky**, aux cris de « À bas les voleurs », les *Ligues de droite* étaient arrivées à rassembler *l'Action Française*, les *Camelots du Roi*, les *Jeunesses patriotes*, la *Solidarité française*, les *Croix de Feu*, la *Fédération départementale de la Seine*, les associations d'anciens combattants… et même l'*Association républicaine des anciens combattants* (ARAC), satellite du *Parti communiste français*, pour défiler le 6 février 1934 devant le Parlement. L'ensemble de ces Français (environ 900 000 personnes) rassemblait des paysans, des commerçants, des salariés notamment dans le milieu de l'industrie… en un mot des Patriotes.

### Naissance du *Front populaire*

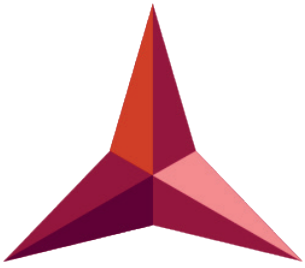
La manifestation du 6 février 1934 qui fit des dizaines de morts et des milliers de blessés dans les rangs des manifestants fut un élément déclencheur du rassemblement du 12 février, date qui fut à l'origine de *l'Union des gauches* en France. Dès le lendemain de cette journée qui avait pourtant rassemblé tous les mouvements de droite, les comités « antifascistes » : *CGT, CGTU, CVIA, Ligue des droits de l'homme*… y compris les chefs radicaux dont **Édouard Daladier**, une coalition de gauche réussit à organiser un grand rassemblement (environ 500 000 personnes) d'unités contre le danger « fasciste ». Le résultat de ce cette coalition fut confirmé avec le succès des élections législatives d'avril et mai 1936 menant ainsi le *Front populaire* au pouvoir. Comme tout ce qui découle de la gauche, cette victoire du *Front populaire* entraina une succession de grèves dans le pays. On dénombra jusqu'à 12 000 grèves et deux millions de grévistes. Quatre gouvernements entre juin 1936 et avril 1938 caractérisèrent cette période de chaos qui paralysa le pays jusqu'à ce que cette entente hypocrite éclate et laisse la place de président du Conseil à Édouard Daladier. Poste qu'il occupa jusqu'en mars 1940, quelques mois avant l'entrée en guerre de la France contre l'Allemagne. Quant aux ligues dont la principale le *Mouvement social français* (ex-*Croix de Feu*), elles furent dissoutes le 18 juin 1936 par le *Front populaire*. Cette guerre aura peut être permit d'éviter à la France en plein chaos sur le plan intérieur, une guerre civile. Ce qui ne fut pas le cas pour l'Espagne qui s'engouffra elle, durant trois ans, dans une guerre civile qui fit 250 000 morts…

L'Espagne en 1936

En Espagne, malgré la victoire relative de ce qu'on appelait la droite (en réalité des Conservateurs), représentée par la *Confédération espagnole des droites autonomes* (*CEDA*)) aux élections de 1933, ce n'est que le 4 octobre 1934 que trois ministres de la *CEDA* entrèrent au Gouvernement. Ces nominations provoquèrent immédiatement une réaction importante chez les Espagnols, notamment au sein du *Parti socialiste espagnol PSOE*. Les Socialistes se rapprochèrent de la gauche dure grâce à **Francisco Largo Caballero** (surnommé le **Lénine** espagnol) qui profita de l'occasion pour se présenter comme le défenseur de la gauche…


Francisco Largo Caballero

« *Nous sommes convaincus* déclara t-il *que la démocratie bourgeoise a échoué ; à partir d'aujourd'hui, notre objectif sera la dictature du prolétariat* » (…) « *Nous avons le devoir de faire de l'Espagne une terre d'athées militants* ».
Syndicalistes, Socialistes, Anarchistes et Communistes appelèrent donc à la grève générale. Les insurgés créèrent une armée rouge et des conseils, sur le modèle des soviets.


Emblême des *Brigades internationales*

## Le soi-disant pacte de non intervention

Malgré le pacte de non intervention signé en septembre 1936 par vingt-sept pays dont la Belgique, la Grande Bretagne, la Tchécoslovaquie, la France, l'Allemagne, l'Italie, l'Union soviétique, la Suède et le (Portugal, plus tard), l'Europe entière participa à cette guerre civile espagnole.
C'est l'État soviétique et le Komintern qui canalisèrent l'aide matérielle et l'organisation des Volontaires dans les *Brigades internationales*. Ces Volontaires côté républicain venaient de cinquante-trois pays principalement de France, de Pologne, d'Italie, des USA, d'Allemagne, de Yougoslavie, du Royaume-Uni et de République Tchèque.



: le Premier ministre britannique **Nevillle Chamberlain** et le Premier ministre français **Léon Blum**, personnes « influentes » dans la non intervention.

En France, Il y eut plusieurs bureaux de recrutement dont un situé rue Lafayette à Paris dirigé par un conseiller militaire polonais professeur de l'École militaire de Moscou et un autre, plus important, implanté rue Mathurin-Moreau. Il fallait que l'Espagne devienne « la tombe du fascisme européen ».
Mais le **Général Franco** ne voyait pas d'un bon œil l'emprise des Étrangers dans cette guerre qu'il ne voulait que nationale. Il se résigna néanmoins à accepter cette aide dont il avait besoin. De surcroit, il ne pouvait ignorer que, en 1935, c'était une société américaine qui était propriétaire du réseau téléphonique, une société britannique qui gérait les grands gisements de cuivre, que la firme Armstrong avait un tiers de production de liège, que l'adduction d'eau de Séville était propriété anglaise et que les Français contrôlaient les mines d'argent et de cuivre de San Plato. Les Belges avaient également une participation importante dans les bois de construction, de tramways et de chemins de fer et dans les mines de charbon des Asturies. Il y avait même une entreprise canadienne qui fournissait de l'électricité à la Catalogne. Il était donc inévitable que cette guerre civile espagnole devint une affaire internationale.
Pour la plupart des pays l'aide matériel et humaine était essentiellement idéologique. L'apparition des *Brigades internationales* faussa la donne tant sur le plan des moyens humains et matériels que sur l'objectif final recherché par les Soviets. À tel point que la dépendance bolchévique outrancière de ces Brigades entraina la démission de beaucoup d'engagés. En effet, les autorités des *Brigades internationales* ne prêtaient aucune attention aux ordres du commandement du *Front populaire* espagnol. Les soldats espagnols étaient considérés comme des hommes inférieurs dans leur propre pays. Tous les postes clés et les positions politiques étaient occupés par les Soviétiques qui ne s'exprimaient même pas dans la langue espagnole et faisaient passer leurs consignes qu'avec l'aide de traducteurs.



Affiche catalane : « Des hommes, des armes, des munitions pour le front »,

Comme le souligne **Arnaud Imatz** dans son introduction du livre de **Pio Moa** intitulé « Les mythes de la guerre d'Espagne, « *Quant à l'argutie selon laquelle l'aide germano-italienne aurait été quantitativement (relativement) supérieure à celle de l'Union soviétique, elle masque le fait que* ***Staline*** *a satellisé le* Front populaire *espagnole, alors que l'appui de l'Allemagne et de l'Italie n'a pas privé l'Espagne de Franco de son indépendance ».*
C'est ainsi qu'une bataille impitoyable s'instaura entre les défenseurs de la civilisation chrétienne et la terreur rouge appliquée sans discontinue par les Marxistes qui osaient proclamer « Vive la Russie, à mort l'Espagne » !

## L'aide humaine étrangère

Il est difficile d'évaluer le montant total de l'aide apportée par l'Étranger aux deux camps de la guerre civile en raison même de son caractère clandestin.
Certains historiens rapportent qu'il y aurait eu 16 000 Allemands du côté de la cause nationaliste. Pour ce qui est des forces italiennes, elles s'élevèrent parait-il à leur maximum au milieu de 1937, à

environ 50 000 hommes. Il est rapporté que 20 000 « volontaires » portugais combattirent dans l'unité appelée *« légion de Viriathe »* et qu'environ 8 000 d'entre eux furent tués.



Statue de Viriate à Zamora (Espagne)

Six-cents Irlandais auraient pris part à la lutte du côté nationaliste, sous les ordres du *« général »* **O'Duffy** ; ils eurent peu de pertes. Outres les Engagés volontaires français dans les autres unités (là aussi les chiffres sont difficiles à trouver) on estime qu'il y eut entre 250 et 300 Volontaires monarchistes français, des Camelots du roi de *l'Action française*, au sein des troupes carlistes. Mais comme beaucoup d'entre eux étaient répartis dans des unités de combat différentes, le nombre reste méconnu. Signalons tout de même qu'il n'y eut aucun Américain dans les rangs franquistes excepté un aviateur !

La presse nationaliste arabe du Rif, sous protectorat espagnol, rapporte que plusieurs milliers de Volontaires arabes ont, à leurs risques et périls, quitté les zones sous contrôle français (Maroc, Algérie, Tunisie) pour aller combattre avec les troupes franquistes. Les *Regulares* marocains furent d'ailleurs la meilleure unité militaire du conflit.

On sait qu'il y eut aussi des Russes blancs, des Roumains, des Britanniques, des Brésiliens et des Francophones Suisses et Belges.

## L'aide matérielle étrangère

Une première sollicitation de livraison d'armes fut faite à l'Allemagne et à l'Italie par les généraux **Emilio Mola** et **Gonzalo Queipo de Llano**. Dans un premier temps, elles furent refusées par la bureaucratie allemande et par **Benito Mussolini**. Mais lorsque la demande fut émise plus tard par Franco lui-même, il obtint satisfaction. On peut expliquer cela par le fait qu'au début de la guerre, ces deux pays (comme beaucoup d'autres) ne croyaient pas vraiment en la victoire de Franco.

Du côté des *Brigades internationales*, c'est grâce à l'or volé à la banque d'Espagne que l'achat massif d'armes put avoir lieu avec le régime soviétique.

Quant à la France, il y eut bien douze camionnettes, trois ambulances ainsi qu'une cinquantaine de mobylettes offertes par les établissements Peugeot et livrées aux Nationalistes mais ce fut surtout le trafic d'armes exercé à la frontière entre la France et l'Espagne, au profit des Républicains espagnols qui l'emporta. Et ce, malgré l'opposition de la droite qui craignait que cela ne fasse glisser la France dans une confrontation armée avec l'Allemagne. C'est malheureusement ce trafic des *Brigades internationales* qui fut encouragé par les intellectuels français de gauche (**Camus**, **Malraux**, **Kessel**… et le « fameux » « boucher d'Albacete », **André Marty** qui ordonna notamment l'assassinat du **Colonel Rey d'Harcourt** et de **Monseigneur Polanco** ) qui restera dans les mémoires. Mémoire sélective qui, en 1996, grâce à **Jacques Chirac** et par une décision de justice arbitraire, accorda aux Volontaires français engagés aux côtés des Républicains, la carte d'ancien combattant avec le versement qui va avec, contrairement à ceux qui s'étaient battus chez les Franquistes.

## Les Volontaires français aux côtés des Nationalistes espagnols

Le regroupement des Volontaires français fut constitué dans une seule unité du Tercio (Légion étrangère espagnole) qui prit le nom de « *Bandera Juana de Arco* ». Officiellement la « Bandera » fut créée le 16 mai 1937, à Talavera de la Reina. Elle était composée de 500 personnes regroupées par le **général Paul Lavigne-Delville**, d'abord commandée par le commandant **Victor Monnier** puis par le **Capitaine Henri Bonneville de Marsangy** jusqu'à son décès en 1937.

Le chiffre des Volontaires français reste imprécis du fait du changement d'identité de ces hommes et de l'ignorance même du Service historique de l'armée espagnole. 2 000, 1 500, 800 ou 500 sont des chiffres annoncés mais sans certitude.

La direction de la *Bandera Juana de Arco* fut l'objet d'une rivalité entre les membres de *La Cagoule*, ceux des *Croix de feu* et ceux de *l'Action française* à tel point que Franco ne voulait plus en entendre parler. En effet, les Volontaires français avaient des idéologies et des motifs différents. Il y avait des Militaires, des Nationalistes, des Royalistes (de tendance alphonsiste ou carliste) et des Fascistes. La plupart de ses membres étaient issus des *Croix-de-Feu* (qui devint le *Parti social français*) ou de l'*Action française*. Il y avait également des *Camelots du Roi*, des membres du *Parti social français* ou du *Parti populaire français* (auquel appartenait **Jean Hérold-Paquis**). Il y eut même un millier de volontaires corses recrutés par le Ministre français **Pietri**.

Est-ce pour cela qu'il n'y eut pas de drapeau français lors du défilé de la victoire franquiste ? En tout cas, les Volontaires français furent oubliés ce jour là…

## Les trois Banderas de France

1- la *Bandera Juana de Arco*

Seule véritable unité francophone, incorporée dans le *Tercio*, organisée par le général Lavigne-Delville, commandée par le commandant Victor Monnier puis par le commandant Bonneville de Marsangy.

2- la deuxième bandera ou deuxième phalange constituée de membres de l'organisation secrète « la *Légion tricolore* » était dirigée par **Henri Dupré**, cagoulard. Infiltré dans les *Brigades internationales*, il réussit à saboter leur organisation et leur matériel. Son œuvre fut considérable. Il fut condamné à mort par la Cour de justice de Paris pour avoir été membre de l'organisation de défense allemande et fusillé le 27 février 1951 au fort de Montrouge.

3- la troisième bandera était un regroupement constitué plutôt d'intellectuels qui s'exprimaient dans une revue qui s'appelait « Occident ». Elle participa activement à la propagande franquiste.

# L'engagement des politiques et des intellectuels

Chez les Nationalistes, outre les Engagés volontaires sur le terrain, c'est surtout le combat intellectuel qui fit connaître la réalité de la lutte anti bolchévique. Mais les interventions de personnalités comme **Charles Maurras**, **Henri Massis**, **Robert Brasillach**, **Pierre Tainttinger**, **Paul Claudel**, **Tixier Vignancourt**, **Henri de Vilmorin**, **Pierre-Antoine Cousteau**, **Léon de Poncins**, **Maxime Real del Sarte**, **Pierre Drieu La Rochelle**, **Marcel Bucard**… furent et sont encore peu relatées.

**Pierre Laval** entreprit d'écrire au Général Franco pour lui préciser que « *tous les Français ne s'identifiaient pas au* Front populaire ».

Des écrivains fondèrent le *Cercle* (catholique) *des Amis de la Nouvelle Espagne* qui comprenait notamment **Mauriac**, **Maritain**, **Gabriel Marcel**, **Merleau-Ponty**, **Henri Joubert**…

En décembre 1937, parut un « Manifeste pour l'Espagne » dans lequel des personnalités telles que **Léon Daudet**, **Abel Bonnard**, **Henri Massis**, **Paul Claudel**, **Maurice Denis** et **Igor Stravinsky** déclaraient « *qu'ils souhaitaient le triomphe en Espagne de ce qui représentait la civilisation contre la*

*barbarie, la justice contre la violence, la tradition contre la destruction, les garanties de la personne contre l'arbitraire* ». Même **Doriot** qui, quinze auparavant avait été communiste, rendit visite à Franco. La réconciliation entre la France et les Franquistes se fit fin février 1939 lorsque le président du Conseil de l'époque, Édouard Daladier, nomma **Philippe Pétain** ambassadeur de France en Espagne.

## Quelques personnalités impliquées dans la Guerre d'Espagne

Le fils de Georges Bernanos, **Yves Bernanos** combattit dans les milices de la *Falange espanola y de las JONS*.

Le **Capitaine Henri Bonneville de Marsangy** né le 31 juillet 1895 à Paris est décédé le 10 février 1937 en montant à l'assaut à Llanes (Asturies). À l'âge de 19 ans, il s'engagea volontairement dans l'armée française, dans la cavalerie, en 1914. Il fut deux fois blessé, croix de guerre avec cinq citations, chevalier de la Légion d'honneur à titre militaire. En 1920, il fit partie de la mission militaire française en Pologne où il y côtoiera Weygand, La Rocque, et même… De Gaulle. Comme beaucoup de ses camarades, il partit en 1926 servir au Maroc. Il fit la campagne de 1926 et 1927 au 4e régiment de Spahis algériens. Sa conduite au feu lui valut la croix de guerre TOE (Théâtre d'opérations extérieures). Ses convictions nationalistes l'amenèrent à démissionner de l'armée. Il milita au sein de *l'Action Française*. C'est le soulèvement national du 18 juillet 1936 et le début de la Guerre civile qui le décida rejoindre l'Espagne comme correspondant de guerre. Sous les pseudonymes de **Guillaume de Brassy** et **François de Roussemeau**, il envoya ses articles à l'*Action Française* et au *Matin*. Il va très vite troquer sa plume de journaliste contre un fusil au sein du *Tercio*. Il chercha à grouper des volontaires français. C'est ainsi qu'à la suite de Victor Monnier, il prit le commandement de la *Bandera Juana de Arco* jusqu'à son décès en 1937. Il participa aux combats de Merida, Badajoz, Madellin, Talavera, ainsi qu'à la libération de l'Alcazar de Tolède. C'est le 10 février 1937, en montant à l'assaut à la tête de la 2e compagnie du bataillon San Fernando de la 6e brigade de Navarre à Llanes, dans les Asturies, qu'il fut rappelé à Dieu. Sur sa pierre tombale on pouvait lire : « *Henri Bonneville de Marsangy, muerto por Dios y por Espana, DEP* » (« Mort pour Dieu et pour l'Espagne, repose en paix. ») Henri Bonneville repose actuellement dans la chapelle familiale de Marsangy, dans l'Yonne, aux côtés de son fils **Roland**, mort à 25 ans à Dien Bien Phu, tué, comme son père, par les mêmes ennemis...

**Michel de Camaret** né le 18 janvier 1915 à Vienne est mort le 24 juin 1987. Il fut un militaire qui rejoignit dans sa jeunesse les rangs des *Camelots du Roi*. Après avoir servi dans une unité de *Requetés* il devint résistant, Français libre, diplomate, puis homme politique français, membre du *Front nationa*l (FN). Il fut aussi Compagnon de la Libération.

**Isidore Clamagiraud** de père français et de mère espagnole, était pâtissier de son état. Il appartenait à *Renovacion española* (parti monarchiste) qui était un groupe de royalistes alphonsistes. Ils portaient la *boina* verde (béret vert) et, pour cette raison, étaient surnommés « les piments verts » (par opposition aux « piments rouges », les *Requetes* carlistes qui portaient, eux, la *boina roja*). Il participa à la défense de l'Alcazar de Tolède en sortant vingt et une fois de la forteresse assiégée pour aller chercher de la farine. Il permit ainsi de ravitailler les assiégés. Il fut capturé par les Rouges et condamné à mort. Mais une intervention « in extremis » du consul de France à Tolède lui sauva la vie.

**Capitaine Courcier**
Jean-Louis Courcier né à Tlemcen (Algérie) s'est engagé dans la Légion étrangère espagnole (2e Tercio) - Bandera Juana de Arco. Il fut grièvement blessé par balles explosives lors des combats autour de Lerida. Après avoir rejoint l'armée française en 1939 où il termina comme Chef de

Bataillon, il fut promu officier de la Légion d'honneur et décoré par le **Maréchal Juin**. Il est mort en 1976.

**Le lieutenant Decker de Lespinasse** fut six fois blessé au combat, servit dans le *Tercio.* On le retrouva plus tard, lors de la campagne d'Italie, dans l'état-major du général Juin.

**Antoine Octave Eugène Deloncle** est né à Brest le 20 juin 1890. il combattit pendant la Première Guerre mondiale en tant qu'officier d'artillerie. Il fut blessé sur le front de Champagne et fait chevalier de la Légion d'honneur par arrêté du 7 novembre 1920. Il adhéra à *l'Action française* puis fonda avec d'autres dissidents, l'*Organisation secrète d'action révolutionnaire nationale* (OSARN) et fut ensuite cofondateur de la *Cagoule* en 1935. Deloncle et ses hommes voulurent faire un gros coup en évoquant l'imminence d'une prise de pouvoir par les Communistes. Il mobilisa les troupes cagoulardes à Paris mais le plan échoua et les Cagoulards reçurent la consigne de se disperser. Un grand nombre se refugia alors en Espagne et se mirent au service du camp nationaliste. Il fut abattu à son domicile le 7 janvier 1944.

**Paul Lavigne-Delville** né le 13 mai 1866 est mort le 4 décembre 1957. C'était un militaire français, combattant de la Première Guerre mondiale et un militant antirépublicain. À l'issue de cette guerre, il fut nommé général de division, commandant la 4$^{e}$ division de cavalerie et promu grand officier de la Légion d'honneur. Il fut membre des *Croix-de-feu* puis de l'*Action française*. Il participa à la manifestation du 6 février 1934 et avec **Eugène Deloncle** et le **docteur Henri Martin** à la fondation de La *Cagoule* en 1936. Il combattit dans la Légion étrangère espagnole. Avec **Pierre Clémenti**, il mit en place la Légion des volontaires français contre le bolchevisme. En 1947, âgé de plus de 82 ans, il fut condamné à deux ans de prison, 100 000 francs d'amende et à la dégradation nationale à vie.

**Jean-Hérold Paquis** est né à Arches (Vosges) le 4 février 1912. Il fut un journaliste connu pour ses chroniques à Radio Paris avec comme leitmotiv « L'*Angleterre comme Carthage doit être détruite* ». En 1937, il s'engagea dans la *Bandera Jeanne d'Arc*. D'avril 1938 à mars 1939, il assura les émissions en langue française à Radio-Saragosse. En 1939, il rencontra le maréchal Pétain, nommé ambassadeur de France en Espagne. Ses chroniques en faveur de l'Allemagne durant la seconde guerre mondiale lui valurent d'être fusillé au fort de Châtillon le 11 octobre 1945.

Brève bibliographie


- Volontaires français au service de Franco / Bernard Delmas
- Los amigos franceses de la cruzada / C. Dolbeau
- Arriba Espana / A. Sanders
- Les mythes de la guerre d'Espagne / Pio Moa – A. Imatz
- La Lettre des Amitiés franco-espagnoles / Olivier Grimaldi – CFH
- La guerre d'Espagne / Hugh Thomas
- Espagne / Bartolomé Bennassar
- Franco / Andrée Bachoud
- Jeune Nation (1996)
- Henri Coston (ou Henry Coston) / journaliste, essayiste, écrivain

**Cercas,** écrivain espagnol, dans son livre paru en 2009 *« Anatomie d'un instant »* défend la thèse que Juan Carlos savait, au minimum, que quelque chose se préparait. Et que s'il a passé tant de temps au téléphone avec les militaires de tout le pays (seul le général **Jaime Milan de Bosch**, à Valence, a ignoré son appel), c'est autant pour tester leur volonté de s'associer à ce coup d'État que de l'arrêter. Et ce n'est qu'une fois la loyauté des généraux acquise à la Constitution, qu'il s'est présenté à la télévision vers une heure du matin pour proclamer le retour à l'ordre constitutionnel et désavouer l'initiative de Tejero.

En effet, à l'époque, Juan Carlos n'avait succédé à Franco que quelques années auparavant et sa légitimité étant très faible. On l'appelait couramment dans les cercles politiques d'opposition Juan Carlos « le bref », comme pour signifier qu'il serait temps un jour prochain de se débarrasser de lui et de cette monarchie. Son seul et unique souci était donc de se maintenir à tout prix à la tête de l'État, en ayant eut même deux fers au feu…

Jeune Nation

## José María Pemán

Né à Cadix le 8 mai 1897 et mort dans cette même ville le 19 juillet 1981, **José Maria Pemán** était profondément catholique. Il fut poète et écrivain, homme de théâtre, essayiste. De 1939 à sa mort, il sera membre de l'Académie royale espagnole et de nombreuses autres prestigieuses institutions, comme l'Académie royale de jurisprudence et de législation (car il était aussi avocat), membre du Conseil privé du **Comte de Barcelone** (le père de **Juan Carlos**), membre de l'Académie royale hispano-américaine des sciences, des arts et des lettres.



Très attaché ä la grandeur de l'Espagne, et éminemment patriote, il fera partie de l'Assemblée nationale consultative entre 1927 et 1930, celle qu'avait institué le **général Miguel Primo de Rivera**. Il sera élu pour la circonscription de Cadix, sous les couleurs du parti *l'Accion Española*, aux Cortès républicaines entre 1933 et 1936, puis nommé « Procurador » aux Cortès franquistes une année seulement, de 1945 à 1946. Mais ce fut surtout un immense poète et écrivain, qui laissa derrière lui une production littéraire et théâtrale (…) Le grand poète très à gauche **Antonio Machado,** qui combattra farouchement le franquisme (contrairement à José Maria Pemàn) avait dit de ce dernier : « *Il faut placer son nom à côté de ceux de Sainte Thérèse d'Avila, saint Jean de la Croix, Luis'de Leon, Lope de* Vega *pour ses poèmes religieux. Et ses qualités, tant de sentiment que d'expression, sont exactement les mêmes que celles des maîtres du genre… (…)* Visiblement, les actuelles gauches espagnoles, plus sectaires, bêtes et méchantes que jamais, et totalement ignares, ne connaissent même pas les écrits de ceux que pourtant elles adulent. Il mit son ardent catholicisme au service de sa patrie, car il considérait la foi catholique indissociable de la grandeur de l'Espagne, avec la monarchie. (…) Pemàn écrivit un poème ä la gloire du Christ de la Bonne Mort, avec lequel les membres de la Légion espagnole de la *Confrérie de Mena*, défilent chaque Jeudi Saint dans les rues de Màlaga, en un cortège impressionnant de virilité et de piété. Ces légionnaires portent à bout de bras une immense sculpture du Christ en Croix, celle de **Pedro de Mena** qui fut détruite en 1931, par les gauches républicaines. L'actuelle a été réalisée par **Francisco Palma Buigos**.

Il n'en fallait pas plus pour le vouer aux gémonies. Il pourfendra la république furieusement laïque et sectaire, anticatholique, qui entre 1936 et 1939, fera périr plus de 15 000 prêtres, nonnes, religieux, ecclésiastiques divers et variés, comme l'avait magistralement dénoncé **Paul Claudel** dans son magnifique poème de 1937 : *Aux Martyrs Espagnols.* Paul Claudel qui avait eu beaucoup plus de lucidité et de courage que les **Maritain, Bernanos** et **Mauriac**, qui se revendiquaient chrétiens. En 2021, par arrêté municipal de la ville de Cadix alors dirigée à gauche, son image était retirée de tous les lieux publics où elle figurait, ainsi que les noms de rues et ses bustes. Son titre « de fils préféré de Cadix », accordé en 1955, était supprimé. Sur un premier recours des descendants de l'immense écrivain, en janvier 2024, le tribunal administratif numéro 3 de Cadix approuvait l'aberrante décision municipale. Cette sentence judiciaire a été entièrement annulée le 15 janvier dernier, par le Tribunal Supérieur de Justice d'Andalousie. En effet, La jurisprudence espagnole impose qu'il doit exister un lien certain et direct entre les titres reçus que l'on entend annuler, et la glorification du soulèvement franquiste exigée par cette

même loi, et que ce lien doit être objectif, clair et lié ä l'acte administratif précis contesté. La Haute cour de Justice d'Andalousie a conclu que le Conseil municipal de Cadix n'avait pas établi ce lien juridique nécessaire. En outre, il n'a pas prouvé en quoi les mérites littéraires et culturels de Pemàn qui justifiaient ces distinctions, n'étaient plus compatibles avec la loi, ni pourquoi leurs maintiens auraient constitué un affront aux victimes du franquisme. D'autant que la Haute juridiction souligne à juste titre que, pour retirer un droit, la motivation doit être particulièrement renforcée. Dès lors comme le souligne le journal *Debate,* qui rapporte cette affaire : « *Le réexamen rétrospectif des distinctions honorifiques selon des critères idéologiques génériques n'est pas conforme à la loi. » (…)*

Michel Festivi (paru dans Reconquête – Février 2026)

### Á propos de Guernica

Á l'occasion du 90e anniversaire du bombardement de la ville de Guernica, les dirigeants basques ont demandé au musée Reina Sofía situé à Madrid de leur prêter la peinture éponyme. L'exposition du tableau était prévue du 1er octobre 2026 au 30 juin 2027, au musée Guggenheim de Bilbao mais le ministre de la Culture **Igotz López**, s'y est opposé en prétextant des risques techniques. Á cette objection, le Président de la région, **Imanol Pradales**, a déclaré: «*Le gouvernement aura-t-il le courage politique d'apporter Guernica ? Ils exhumaient* ***Franco*** *de sa tombe et ne sont pas capables de ramener un tableau de Madrid au Pays Basque ?* ».

### Rectificatif

Nous profitons de cette actualité pour faire part à nos lecteurs d'une remarque pertinente que nous acceptons volontiers de l'un de nos fidèles adhérents. L'objection de notre ami porte sur le nombre de morts à Guernica que nous avions estimé à 262. « Dans l'ouvrage de **Pio Moa**, *les Mythes de la guerre d'Espagne* (L'Artilleur, 2022), je lis pages 467 et 474 que ce nombre aurait été "au maximum" 120 morts au terme d'une démonstration plutôt convaincante. »

## EN FRANCE

### Grand succès pour *Les Nationalistes*

Á l'appel des *Nationalistes*, la Fête de Jeanne d'Arc et du patriotisme instituée par la loi du 10 juillet 1920, adoptée à l'unanimité par la Chambre des députés et le Sénat, sur proposition du député et écrivain nationaliste **Maurice Barrès** a été respectée et honorée ce dimanche 10 mai 2026.




Comme chaque année, le mouvement *Les Nationalistes* a déposé une gerbe de fleurs (la plus belle !) en présence d'une grande participation amicale y compris de nombreux amis étrangers dont **Manuel Andrino** responsable de la *Falange de las Jons* espagnole et **Claus Cremer**, responsable des Affaires étrangères du mouvement allemand *Die Heimat,* place des Pyramides à Paris.




Cette cérémonie clôturait trois jours de rendez-vous magnifiquement organisés par *Les Nationalistes,* mouvement dirigé par **Yvan Benedetti** et *les Caryatides*. Le vendredi 8 mai était consacré à l'Agora des *Caryatides*, samedi 9 au Forum de l'Europe et dimanche 10 à l'hommage à Jeanne d'Arc.

Jeune Nation

## À LIRE

### L'Histoire des Phalanges espagnoles

*Entretien avec* ***Michel Festivi****, avocat honoraire et historien, qui vient de publier aux éditions Synthèse nationale, dans la collection* « Les cahiers d'histoire du nationalisme » : Les Phalanges espagnoles, dépasser le communisme et le capitalisme.

Propos recueillis par **Fabrice Dutilleul**

**Quelles sont les nouveautés qu'apporte votre livre, par rapport à tout ce qui a été publié sur ce sujet ?**
Comme l'exige cette collection, dirigée par **Franck Buleux** et sous la responsabilité de **Roland Hélie** directeur de *Synthèse nationale*, il s'agit d'une relation concise mais documentée qui fasse vraiment le point de la question dans tous ses aspects. J'ai délibérément pris le prisme de l'arrivée du national-syndicalisme, ferment théorique des Phalanges espagnoles, dans la cadre des idéologies du début du XX[e] siècle, après les tremblements géopolitiques et humains qui ont suivi la fin de la première guerre mondiale, et l'arrivée du bolchévisme léniniste en Russie, fin 1917. Car l'histoire des Phalanges espagnoles, des JONS et du national-syndicalisme ne peut pas être dissociée de l'apparition des nouvelles idéologies européennes, qui ont pris corps à cette époque, au début des années 1920 et 1930.




**Qui étaient les hommes des Phalanges et du national-syndicalisme espagnol, et à quelles doctrines et rattachements philosophiques se rattachaient-ils ?**
Leurs sources philosophico-politiques étaient nombreuses**.** Tous ont été influencés par le grand philosophe, professeur d'université, journaliste et créateur de périodiques prestigieux, comme la *Revista de Occidente*, **José Ortega y Gasset** (1883-1955). Ses livres, comme « *L'Espagne invertébrée* » publié en 1921, ou « *la rébellion des masses* » datant de 1929, ont eu un impact considérable sur **Ramiro Ledesma Ramos**, **Onésimo Redondo**, **José Antonio Primo de Rivera**, **Ernesto Giménez Caballero**, **Julio Ruiz de Alda** et des dizaines d'autres. La philosophie allemande de **Nietzche**, **Heidegger**, **Hegel** a été déterminante. Tout comme Ortega Y Gasset, spécialiste de Nietzche, ces hommes avaient fait bien souvent le voyage en Allemagne dès les années 1920, voire avant, parlaient allemand. Certains ont été correspondants en Allemagne pour des journaux espagnols, comme **Antonio Bermudez Cañete**, ou **Manuel Souto Vilas** qui avait professé en Allemagne la philosophie avec Martin Heidegger. Ils furent aussi extrêmement influencés par le journaliste et écrivain italien **Curzio Malaparte** et son livre, *Technique du coup d'État*, datant de 1931, et puis d'un français, **Georges Sorel** et ses *réflexions sur la violence* (1908). Ces années étaient un maelström d'idées, qui foisonnaient tous azimuts. Bien évidemment, les expériences historiques italiennes et allemandes furent examinées attentivement par les tenants du national-syndicalisme.

**En quoi l'idéologie des Phalanges espagnoles et des Jons se différenciait-t-elle de l'idéologie fasciste italienne ou nationale-socialiste allemande ?**
Tout comme ce qui c'était passé dans ces deux pays, Ramiro Ledesma Ramos, Onésimo Redondo ou José Antonio entendaient dépasser le capitalisme et le socialisme léniniste ou anarchiste, et réaliser une sorte de synthèse entre la nation qu'ils portaient au pinacle et la défense des classes laborieuses, mais en excluant et combattant la lutte des classes. Cette sorte de troisième voie était alors très valorisée en Europe et dans de nombreux pays, après la crise économique et sociale de 1929. Ils souhaitaient créer une nouvelle organisation sociale, teintée de corporatisme, sous l'égide de la réconciliation des travailleurs et des employeurs, dans le cadre national. Mais en Espagne, les Phalanges se distingueront clairement des idéologies fascisantes de l'époque, par la tradition de l'hispanisme, du catholicisme et des spécificités purement espagnoles, que j'explicite tout au long du livre.


Michel Festivi

**Pourquoi les Phalanges espagnoles ne prirent pas le pouvoir en Espagne ?**
Pour plusieurs raisons qui tiennent à la fois aux contingences spécifiques de l'Espagne et aux hommes qui portèrent ces mouvements. Les

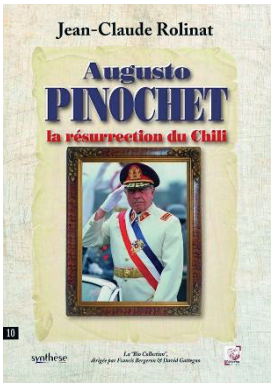
hommes se déchirèrent, s'unir puis se désunir, et aucun d'entre eux ne put, à l'image de **Benito Mussolini** ou d'**Adolf Hitler** parvenir à réunir, même par la force, tous les mouvements phalangistes. Ensuite, l'Espagne n'avait pas connu les dérèglements considérables économico-politiques, qui impactèrent l'Italie à la fin de la première guerre mondiale et surtout l'Allemagne tout au long des années 1920 et au début des années 1930. De plus, la seconde république espagnole (1931-1936), fut un régime quasiment totalitaire, qui multiplia les arrestations préventives, les interdictions de journaux et de partis politiques, la censure etc. et qui lutta durement contre la Phalange et ses chefs. La violence des gauches espagnoles protégées par le pouvoir, réussira à réduire considérablement les actions militantes des Phalanges, qui perdirent beaucoup de militants, blessés ou tués.

**Quelles furent les conséquences de la guerre civile sur l'évolution des Phalanges espagnoles ?**
Des conséquences absolument considérables. À partir du moment où les militaires et ceux qui les suivaient, pour sauver l'Espagne du chaos absolu dans lequel elle était entrée depuis plusieurs années, au moins depuis octobre 1934, prirent drastiquement les choses en main. La Phalange fut contrainte, à son corps défendant, de se fondre dans une nouvelle entité la *FET de las Jons*, (*Phalange espagnole traditionnelle des Jons*), car **Franco**, devenu généralissime des armées nationales et chef de l'État, exigeait, pour gagner la guerre, une cohésion absolue, sous l'égide des militaires et du mouvement national. D'ailleurs, dans l'autre camp, les divisions, les dissensions furent constantes entre révolutionnaires. Dès lors, le national-syndicalisme se fondra dans une sorte de national-catholicisme jusqu'à la mort du Caudillo en novembre 1975. Comme je l'ai écrit, si la Phalange espagnole participera alors au pouvoir, elle ne prit jamais le pouvoir.

**Enfin, que peut-on dire des divers mouvements qui se réclament des Phalanges espagnoles aujourd'hui, et quels sont vos projets ?**
Les divers mouvements sont désormais assez épars et faibles numériquement, mais ils maintiennent une certaine flamme, un témoignage nécessaire de l'histoire de l'Espagne, ce qui est loin d'être négligeable sur le plan du combat des idées. Ils organisent des manifestations, comme chaque année le 20 novembre, date de la mort et de Franco en 1975 et de José Antonio en 1936. Ils multiplient les réunions, les colloques, les ventes de livres. Ils ont un impact électoral plus que limité, mais de nombreux jeunes semblent intéressés et militent toujours. Les braises du national-syndicalisme sont toujours chaudes. En ce qui me concerne, je prépare un ouvrage sur le chaos institutionnel, politique et électoral de la II$^{e}$ république (1931-1936) et son caractère délibérément révolutionnaire, ce qui a conduit à la guerre civile.

*Michel Festivi, Les Phalanges espagnoles, Les cahiers d'histoire du nationalisme N° 32, Synthèse nationale, 155 pages, 24 euros.*

## Augusto Pinochet




Pour les Nationalistes français qui avaient vingt ans en 1973, la figure du **Général Pinochet** est importante, peut-être même centrale. La plupart des Français d'aujourd'hui ont oublié l'incroyable agitation politique qui suivit, dans le monde entier, le coup de force du Général Pinochet et des chefs des trois armes chiliennes, en septembre 1973, un coup d'État qui entraîna le suicide du président socialiste (rallié au camp soviétique) **Salvador Allende.** (…) Cette prise de pouvoir ne fut pas une simple promenade de santé, rappelle **Jean-Claude Rolinat**, dans la biographie qu'il consacre à l'homme grâce à qui le Chili a évité le sort de Cuba et de bien d'autres pays, et connu une véritable résurrection. (…) Le coup d'État chilien constitua donc un véritable tremblement de terre. C'est « l'avenir radieux » promis par les Internationalistes depuis 1917 qui se trouvait soudain remis en cause, alors que nul ne s'y attendait. (…) Rolinat s'efforce en outre de coller le plus près possible à la réalité des faits. Les bilans chiffrés de la contre-révolution chilienne et ses analyses ne cachent rien. On trouve, comme chez **Festivi** pour la guerre d'Espagne, la volonté d'être

irréprochable sur le plan factuel et historique. Il y eut une répression, il y eut une reprise en main. Mais c'est tout à l'honneur de Rolinat de ne pas réécrire l'Histoire, de la dire, simplement. (…) Cette biographie n'est pas un ouvrage à valeur historique. C'est presque un mode d'emploi pour oser le pari patriote, même face à un adversaire qui semblerait en position de force.

Et ce qui est formidable, c'est que l'histoire se termine bien, puisqu'en 2025 – soit plus d'un demi-siècle après les évènements de 1973, le peuple chilien a élu fort démocratiquement, avec 58% des suffrages, un homme que *Le Monde, Médiapart, L'Huma, Libération,* etc. qualifiaient unanimement de « candidat d'extrême droite » ou encore de « pinochetiste ».

Francis Bergeron

*Augusto Pinochet. La résurrection du Chili*, par Jean-Claude Rolinat, Ed. Synthèse & Déterna, 2026, 146 p. 20€. Il s'agit de la dixième biographie de La « Bio Collection ».

synthesenationale@gmail.com

## BRÈVES

→ **Santiago Muzio**, directeur de la *Maison d'Argentine* (Paris) a refusé de signer la charte de la Cité universitaire que tous les directeurs doivent ratifier et qui repose sur des « principes de paix, d'humanisme, d'égalité, de respect et de « non-discrimination d'origine, de langue, de fortune, de genre, d'orientation sexuelle ». La *Maison de l'Argentine*, construite en 1928, une des premières de la *Cité U*, a un statut particulier puisque, sans avoir une protection consulaire, ses murs appartiennent à l'État argentin et son directeur est directement nommé par Buenos Aires, contrairement à la plupart des autres maisons dont les directeurs sont nommés sur décision collégiale à Paris. Par ailleurs, en février dernier, Santiago Muzio a fait retirer une plaque installée en 2022 « en mémoire aux victimes de la dictature » située à l'entrée du bâtiment.

→ Le pape **Léon XIV** a autorisé le 22 mai dernier, la promulgation des décrets instituant la béatification de quatre-vingt martyrs de la Guerre civile dont 67 prêtres, 3 carmélites, 3 séminaristes et 7 laïcs.

→ Le *Tribunal Supérieur de Justice de Madrid (TSJM)* a admis un recours contentieux-administratif dans le cadre de la procédure préalable à l'extinction judiciaire de la *Fondation Nationale Francisco Franco (FNFF)*. L'action en justice concernait la décision du Sous-secrétariat à la culture qui, dans le cadre d'un recours en cassation, avait notamment refusé le témoignage de sept historiens et chercheurs proposés par la *FNFF*. Les historiens proposés par la Fondation étaient **José Ramón Ferrandis Muñoz**, **Pío Moa, Luis Togores**, **Jesús Palacios** et **Stanley G. Payne**.

→ Á quelques mois des élections législatives de 2027, saisie par deux partis d'extrême droite, la Cour suprême de Madrid a suspendu le droit de vote accordé depuis 2022 aux descendants d'exilés de l'époque franquiste. Cette loi surnommée « loi des petits-enfants », permettait de donner l'acquisition de la nationalité espagnole notamment aux descendants de victimes de la répression franquiste résidant à l'étranger. Une décision qui malheureusement ne posera pas de problèmes à **Pedro Sanchez** qui, en juin dernier a accordé la régularisation à plus d'un million de migrants en situation irrégulière. Selon lui, « *sans la contribution de la population migrante, l'Espagne pourrait perdre 19 % de son PIB en 2050 et jusqu'à 22 % en 2075 en raison du vieillissement démographique* ».

→ Après l'arrivée massive et illégale de migrants en provenance du Maroc fin juillet dernier, *l'Union européenne* a accordé le 9 septembre, une aide d'urgence d'environ 115 millions d'euros à l'Espagne pour la soutenir dans la gestion de l'enclave de Ceuta. Ce soutien « *servira notamment à renforcer la surveillance des frontières, acquérir des équipements tels que des caméras thermiques, et à déployer du personnel supplémentaire* », a précisé la *Commission européenne*.

→ **Amichai Chikli**, ministre israélien des Affaires de la diaspora, a déclaré au cours d'une émission de télévision israélienne que **Santiago Abascal**, leader du parti *Vox* en Espagne est « la voix la plus sioniste qui soit » et que **Jordan Bardella** et **Marine Le Pen** sont « une véritable proximité ».

→ Tuberculose, gale, varicelle et gastro-entérite : la crise migratoire qui touche l'Espagne se transforme en une urgence sanitaire et politique majeure. Et cerise sur le gâteau ! Depuis le 31 juillet, entre 25 et 35 viols ont été recensés à Ceuta, soit près d'une agression sexuelle par jour. Depuis l'arrivée des

migrants à Ceuta, les dires de **Pedro Sanchez** se confirment : « l'intégration renforce la cohésion sociale et l'État-providence » !

→ **Juan Jesus Vivas** maire-président de l'enclave, a déclaré lors d'une conférence de presse au *Parlement européen* à Bruxelles le 8 septembre dernier, « *un cri s'est élevé de Ceuta. Un cri qui se résume en quelques mots : Ceuta n'est pas à vendre, Ceuta ne capitulera pas, Ceuta se défendra.* » Ce cri, a-t-il ajouté, « *est désormais devenu une cause nationale grâce à l'action de millions d'Espagnols, qui affirment eux aussi que Ceuta ne sera pas vendue, que Ceuta ne capitulera pas, que Ceuta se défendra. J'espère qu'il deviendra également une cause pour toute l'Europe, car si Ceuta sombre, l'Espagne et l'Europe sombreront*. »

## RESQUIESCAT IN PACE

### Marie-Christine Boutonnet

†

Militante royaliste dès son plus jeune âge, responsable de la formation des élus frontistes pendant plus de vingt ans, conseiller régional, puis député européen de 2014 à 2019, Marie-Christine Boutonnet nous a quittés le 7 mars dernier à soixante- dix- sept ans. Marie-Christine pensait clair et marchait droit. Normal, me direz-vous, pour une militante d'Action Française, biberonnée aux formations politiques des successeurs du maître de Martigues. Le « compromis nationaliste », « le nationalisme intégral » et « politique d'abord » étaient pour elle une évidence tout comme « l'empirisme organisateur », fondements de la doctrine maurrassienne qui a éclairé et éclaire encore une partie de l'intelligence française, n'en déplaise à certains. Elle était d'abord et avant tout une militante, c'est-à-dire un soldat politique qui privilégiait le combat commun pour venir à bout de ce qui divise et fracture la France qui n'est pas née en 1789 comme voudraient nous le faire croire certains qui se sont juré depuis des lustres d'avoir la peau de notre pays et de notre civilisation helléno-chrétienne. (…) Notre camarade n'avait rien de féministe mais possédait cette capacité qu'ont certaines femmes à se montrer plus pugnaces et déterminées que leurs camarades masculins pour défendre une certaine idée de la France. Le tout avec détermination, courage, liberté de parole et un charme qui en troublait plus d'un. Enracinée sur sa terre albigeoise et occitane, elle avait fait sienne la formule de Maurras, « je suis Romain, je suis humain ». Toujours sur la brèche, elle n'hésitait pas à bousculer son petit monde et ne lâchait rien. Á la fin des années 70 – quoi de plus naturel- elle rejoignait **Jean-Marie Le Pen** afin de défendre la « France des Terroirs et des Clochers » et d'être pour le *Front National* le trublion et l'aiguillon qu'elle avait été pour *l'Action Française*. Je garde le souvenir notamment de nos Universités d'Eté ou des stages de formation des élus qui avaient intérêt à suivre les conférences et se montrer disciplinés. J'ai perdu une amie et une camarade de combat. C'est tellement rare à notre époque. Adieu Marie.

Françoise Monestier

❋❋❋

Dieu a rappelé à Lui notre ami **Philippe Lamarque**

†



« Mon cousin » disait-il en parlant d'Olivier Grimaldi ! L'émotion nous étreint en écrivant ces lignes d'annonce du décès de Philippe Lamarque, notre ami. Nous avons partagé avec lui l'amitié affectueuse qu'il portait à l'Abbé Serralda, prêtre près d'Alger et qui fut notamment vicaire à l'église Saint-Nicolas du Chardonnet à Paris de 1964 à 1968. Né en 1958, Philippe Lamarque a été rappelé à Dieu le 6 juin dernier. Docteur en droit, docteur en théologie, docteur en Histoire et philologie, il était un historien et un héraldiste de très grande réputation. Il est l'auteur d'un nombre d'ouvrages considérable, souvent primés et généralement traduits en plusieurs langues. Nous présentons à son épouse et les membres de sa famille nos affectueuses condoléances. Hélène Grimaldi

## Hommage à Olivier Grimaldi

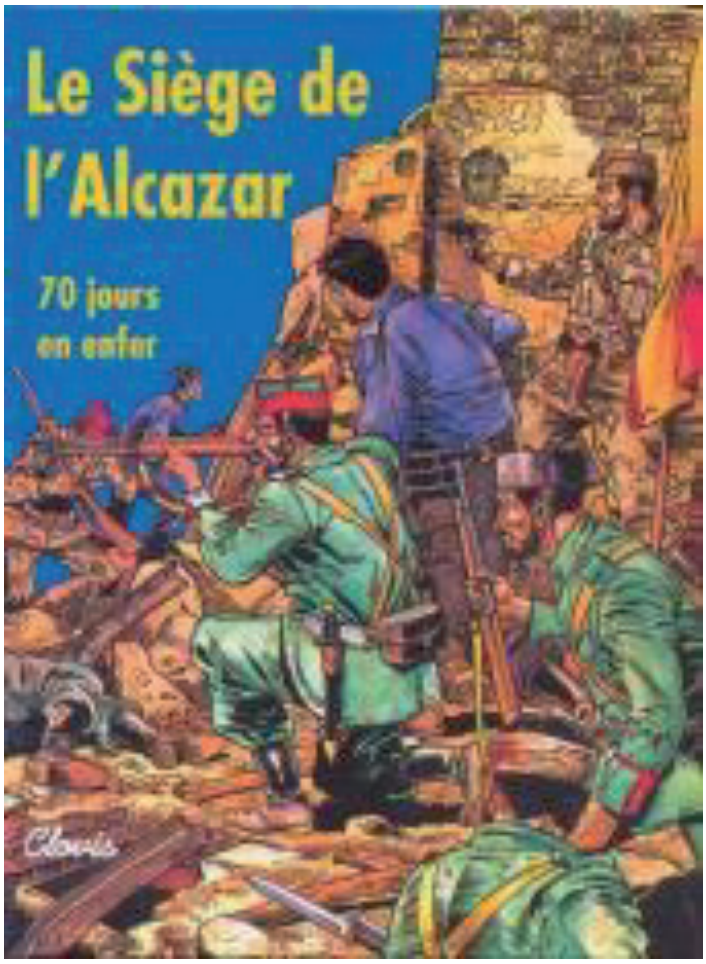


Il ne serait pas juste de clôturer cette publication sans rendre hommage à celui qui, en tant que président du Cercle franco-hispanique, créa en 1983, la parution trimestrielle de ce bulletin de liaison.

« Je doute qu'un mouvement ait été élaboré avec plus de rigueur et d'authentique esprit de sacrifice par ses fondateurs ». C'est ainsi que s'est exprimé Jose Antonio Primo de Rivera lors de son discours, au théâtre de la Comédie (Madrid) à l'occasion de l'acte fondateur de la « Falange espanola de las JONS » le 29 octobre 1933.
Animé non pas par « un esprit de pensée » mais par une « manière d'être », à l'image de celui qu'il admirait tant, Olivier Grimaldi a répondu Présent avec la même rigueur et le même esprit d'authentique sacrifice à ceux qui l'avaient sollicité. L'enjeu demandé était de faire connaître et perpétuer les valeurs de ce pays ensanglanté par une croisade contre le bolchévisme.
La guerre qui avait ravagé l'Espagne l'avait alors amené sur le devant de la scène internationale. La victoire des Nationalistes espagnols fut un exemple laissant espérer à nombre de nations l'éclaircissement de leur horizon. La preuve en est dans la geste des héros de l'alcazar de Tolède qui fit écrire à Robert Brasillach « Les cadets de Tolède n'ont pas lutté seulement pour l'Espagne, ils ont défendu l'Occident catholique ».
C'est en 1971, sous le règne du Général Franco, qu'Olivier Grimaldi, jeune militant à Ordre Nouveau, découvrit cette Espagne qui vivait encore de cette âme aux côtés chevaleresques. « J'ai compris la place que tenait Jose Antonio en voyant son nom gravé sur les murs des églises. (…) C'est ainsi que je suis resté fidèle à cet aristocrate, Grand d'Espagne… » a-t-il écrit dans une de ses nombreuses publications.

Nous sommes fiers d'avoir tenu, grâce aux adhérents et amis de l'association, cet engagement de fidélité nationaliste qui nous autorise encore aujourd'hui à chanter « Devant tous je m'engage, sur mon honneur, et je te fais hommage de moi, Seigneur ».

**Le Siège de l'Alcazar**
70 jours en enfer
21 juillet – 27 septembre 1936




Être un héros en collectivité pendant soixante-dix longs jours…

L'histoire de l'Alcazar est placée sous le signe de l'unité, dans la mesure où elle vaut pour tous les peuples et pour toutes les générations.

C'est pour cela que le Cercle Franco-Hispanique, association d'amitié culturelle et historique franco-espagnole, a décidé de rééditer la bande dessinée réalisée en 2006 en version française qui avait été publiée en langue espagnole en 1978.

C'est grâce au talent de l'illustrateur renommé en matière de dessin militaire et possédant une parfaite maîtrise de la documentation historique Luis Fresno Crespo que nous pouvons permettre à de nouveaux lecteurs de découvrir dans la geste de l'Alcazar « la quintessence de la religiosité, du patriotisme et de la vocation militaire d'un peuple qui ne se résigne pas à mourir ».

*Pour contacter l'éditeur et commander cette bande dessinée,*
*écrivez à « CFH : BP 1724 – Théâtre – 08000 Charleville-Mézières*
*Ou envoyez un courriel à « cfh.grimaldi@free.fr »*
*48 pages. Prix : 30 € + frais de port.*